



La Commune



Assez de " journées d'action " !

Enseignement

Depuis le début de l'année 2008, ce sont des centaines de milliers d'enseignants, lycéens et parents d'élèves, qui ont manifesté leur colère face à une avalanche de "réformes" mettant ouvertement en danger le système de l'Education nationale. La mobilisation croissante des enseignants et de la jeunesse se heurte aux "journées d'action" qui laissent le champ libre à Xavier Darcos pour mettre en oeuvre les "réformes" de Sarkozy.

Tous les niveaux de l'enseignement sont donc touchés, de l'école maternelle au lycée. Le projet des nouveaux programmes du primaire a provoqué une levée de boucliers chez les professeurs des écoles ; alors même que les enfants "perdent" deux heures de cours par semaine, le ministère multiplie les livrets de compétences, réduit les réseaux d'aide avec des enseignants spécialisés ainsi les enfants en difficulté le seront encore davantage ... Le Ministère souhaite aussi mettre en place dans toutes les écoles un fichier national centralisé appelé "Base élèves": en plus de l'identification classique de l'enfant les directeurs d'école (et/ou les mairies) pourront indiquer des éléments sur son cursus scolaire, sur sa vie familiale, sur ses parents ... bref, des données d'ordre privé qui seraient accessibles à d'autres services que celui de l'école. Cela s'appelle du "fichage" dénoncé par les syndicats et parents d'élèves ... Dans le secondaire, il y a une même volonté de simplifier les programmes, les filières, de réduire les possibilités d'options, dans un contexte de réduction drastique du nombre d'enseignants et de la remise en cause de leur statut avec des charges de travail supplémentaires.

Lycéens et enseignants mobilisés

Les deux "journées d'action" des 15 et 18 mai ont été globalement suivies, dépassant même les prévisions des syndicats de l'Education. La mobilisation locale a été très importante dans de nombreux départements : pétitions, réunions avec les parents, délégations, manifestations, interpellations des élus, blocages d'établissements ... mettant en lumière la capacité de mobilisation des personnels en contradiction avec la politique des directions syndicales qui s'opposent à tout mouvement d'ensemble. Ce qui laisse tout loisir au gouvernement de durcir le ton face aux manifestants : des lycées ont été "débloqués" à coups de flash ball; des lycéens ont été mis en garde à vue sur la base des seules accusations policières. Au cours des manifestations parisiennes le déploiement policier a été particulièrement impressionnant ; le 15 mai ce sont plusieurs rangées de CRS qui ouvraient la cortège, et le 18 mai ils obligeaient les manifestants quittant le cortège à retirer leurs autocollants de leurs vêtements !!

Rien ne doit bouger

Au soir du 15 mai Sarkozy est intervenu pour une nouvelle fois évoquer la nécessité du service minimum pour accueillir les enfants dans les écoles, en précisant qu'un texte de loi serait prochainement élaboré concernant le droit de grève des enseignants qui devront prévenir de leur "absence" au moins 48 heures avant. Quant à son ministre Darcos, il maintient ses orientations sur le statut des enseignants et la réforme des lycées et propose un plan de travail pour le 10 juillet, base de discussion avec les syndicats. Le 2 juin le Président de la République en remet une couche pour confirmer la réforme des lycées avec un nouveau bac en 2012, la disparition des IUFM...

Journées d'inaction

Face à ce qui, aux yeux de la masse des enseignants et de la jeunesse, apparaît comme une provocation, le syndicat majoritaire, la Fédération Syndicale Unitaire appelle à plusieurs "journées nationales d'action" les 16, 17 et 26 juin (sans perturber le bac) et se joint à la grève du 10 juin avec l'ensemble des fonctionnaires. Quatre journées d'action dont chacun connaît à l'avance l'inefficacité : retenues de salaire en perspective et aucune revendication satisfaite. La perspective du bac dans les lycées aurait pu susciter une mobilisation susceptible de déstabiliser le gouvernement. Pas question, s'exclame, comme en 2003, Aschieri, secrétaire général de la FSU. Sarkozy-Darcos sont pour l'instant rassurés, l'été s'approche à grand pas et rien, ni personne ne semble vouloir leur gâcher les jours qui viennent. A moins que le barrage des journées d'inaction dressé par les responsables syndicaux saute sous la poussée des enseignants.

Modifié le mardi 10 juin 2008

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
